vinetur

Les recettes des droits sur l’alcool au Royaume-Uni atteignent 7,1 milliards de livres jusqu’en octobre

HM Revenue & Customs fait état d’une hausse provisoire de 40 millions de livres sur un an, signe de recettes fiscales globalement stables

vendredi 20 novembre 2026



HM Revenue & Customs a indiqué que les recettes des droits sur l’alcool au Royaume-Uni avaient atteint 7,1 milliards de livres entre avril et octobre 2026, soit 40 millions de livres de plus qu’à la même période un an plus tôt, selon son bulletin mensuel sur les

recettes fiscales.

Ces chiffres sont provisoires et pourraient être révisés dans de prochaines publications, à mesure que de nouvelles informations seront traitées. HMRC publie ce bulletin dans le cadre de son suivi régulier des recettes fiscales et des cotisations à l'assurance nationale dans le pays.

Le dernier total des droits sur l'alcool indique que la croissance des recettes a peu évolué jusqu'ici au cours de l'exercice 2026-2027. Une hausse de 40 millions de livres sur plus de 7 milliards de recettes laisse penser que les revenus tirés par le gouvernement des droits sur l'alcool sont restés globalement stables par rapport à la même période de 2025, malgré une légère progression du montant total.

HMRC précise que cette série mensuelle rend compte des recettes effectivement perçues par le gouvernement, et non d'une prévision. Le ministère indique que ces données servent au suivi budgétaire à court terme ainsi qu'à l'analyse des politiques publiques à plus long terme. Le montant des droits sur l'alcool constitue ainsi une référence officielle pour suivre l'évolution de cette composante de l'assiette fiscale au fil de l'exercice.

Pour le secteur des boissons, ce chiffre fournit un repère utile sur les recettes fiscales liées aux ventes d'alcool, de la bière et du vin aux spiritueux et aux boissons prêtes à boire. Toutefois, les données de recettes ne permettent pas, à elles seules, de savoir si la consommation d'alcool augmente ou diminue. Les recettes des droits peuvent également être influencées par l'évolution des taux, le calendrier des paiements, les changements dans la composition des produits vendus et d'autres facteurs de marché.

Cette distinction est importante pour les producteurs, les importateurs, les distributeurs et les détaillants qui cherchent à évaluer la demande à partir des données publiques. Une hausse des recettes peut refléter une progression des ventes, mais aussi des taux de droits plus élevés ou des changements dans le calendrier auquel les entreprises mettent les produits en vente après acquittement des droits. De même, une évolution stable ou faible des recettes ne signifie pas automatiquement que les volumes ont diminué sur l'ensemble du marché.

Les chiffres des droits sur l’alcool s’inscrivent dans une publication mensuelle plus large, qui suit les recettes publiques provenant des principaux impôts et droits. HMRC s’appuie sur ce bulletin pour rendre compte des recettes issues de nombreuses sources, notamment l’impôt sur le revenu, la taxe sur la valeur ajoutée, les impôts sur les entreprises, les droits sur les carburants et les droits sur le tabac, ainsi que des cotisations à l’assurance nationale.

Publiées chaque mois, ces données sont suivies de près par les économistes, les analystes budgétaires et les organisations professionnelles, qui y cherchent des signes de la solidité des recettes publiques au cours de l’année. Pour l’alcool, le total d’avril à octobre donne un premier aperçu de la contribution du secteur aux finances publiques, sans exclure que des révisions ultérieures ou une évolution des conditions commerciales modifient la situation dans les mois à venir.